



## **Critères d'intégration requis au sens de l'art. 58a LEI pour l'octroi ordinaire ou anticipé d'une autorisation d'établissement (permis C)**

Après avoir constaté, dans un premier temps, l'absence de tout motif de révocation de l'autorisation de séjour (permis B), il est procédé à l'examen des critères d'intégration.

### **Octroi ordinaire (art. 34 al. 2 LEI):**

- **Sécurité et ordre public :**
  - Durant les 10 années précédant l'examen de la demande, ne sont admises
    - qu'une seule condamnation de maximum 12 mois (peine pécuniaire ou peine privative de liberté)  
ou
    - plusieurs condamnations cumulant un total maximum de 18 mois (peine pécuniaire et/ou peine privative de liberté).
  - Durant les 5 années précédant l'examen de la demande, ne sont admises
    - qu'une seule condamnation de maximum 90 jours (peine pécuniaire ou peine privative de liberté)  
ou
    - trois condamnations au plus cumulant un maximum de 90 jours (peine pécuniaire ou peine privative de liberté)
- **Attestation des poursuites:** un montant maximum de CHF 10'000.- de poursuites et/ou d'actes de défaut de biens sur les cinq dernières années est admis.
- **Niveau de français requis:** A2 oral et A1 écrit<sup>1</sup>
- **Indépendance financière:** absence d'aide sociale les douze mois précédant l'examen de la demande et pas plus de trois ans de dépendance à l'aide sociale sur une période de cinq ans avant l'examen de la demande. L'autorité examine au cas par cas les situations particulières de dépendance à l'aide sociale du fait d'un handicap ou d'une maladie ou pour d'autres raisons personnelles majeures (art. 58a al. 2 LEI).

---

<sup>1</sup> Toutes les informations utiles sur les moyens de démontrer le niveau de langue, la reconnaissance des diplômes et les éventuelles dérogations possibles sont disponibles sous : <https://www.ge.ch/exigences-linguistiques-titre-sejour>



## **Octroi anticipé (art. 34 al. 4 LEI):**

- **Sécurité et ordre public :**
  - Durant les 10 années précédant l'examen de la demande, une atteinte à des biens juridiques de peu d'importance n'est pas nécessairement rédhibitoire ;
  - Durant les 5 années précédant l'examen de la demande, aucune condamnation n'est admise
- **Attestation des poursuites:** aucune poursuite ou acte de défaut de biens sur les cinq dernières années n'est admis.
- **Niveau de français requis:** B1 oral et A1 écrit<sup>2</sup>.
- **Indépendance financière :** Absence d'aide sociale les cinq années précédant l'examen de la demande

### **Enfants de moins de 12 ans :**

Un enfant de moins de 12 ans ne peut pas solliciter une autorisation d'établissement indépendamment des parents.

### **Pesée des intérêts et proportionnalité :**

Une appréciation globale des situations est effectuée en tenant compte des éléments d'intégration tant positifs que négatifs. L'autorité dispose d'un large pouvoir d'appréciation.

Dernière mise à jour : 15 janvier 2026

---

<sup>2</sup> Ibid